



Une analyse des constats et des causes



Nous vous proposons dans ce chapitre une analyse des événements de votre vie de tous les jours, suivant une méthodologie propre à la pensée écologique. Elle se résume en une double proposition: constater et analyser localement les bilans locaux jugés négatifs pour en déceler les causes globales qui les provoquent, et à partir d'une correction des causes, élaborer une stratégie globale qui aura ses effets positifs au niveau local.

Pensée écologique résumée en cette célèbre phrase: penser globalement pour agir localement. Ceci revient à dire que, tout en prenant comme exemple le pays provençal où j'habite et que je connais bien, je retrouverai les mêmes causes qui produisent les mêmes effets dans toutes les autres régions de France, à un folklore près.

Quelles mêmes causes provoquent-elles le phénomène de friche dans les plaines du Nord, du Centre et de l'Ouest et de désertification rurale du pays méditerranéen qui font que nos villages se vident, nos forêts brûlent et que des pans entiers d'activités locales paysannes, artisanales et de petites entreprises disparaissent? Quelles mêmes causes à Nice, Rennes, Lille, Lyon, Toulouse ou Bordeaux provoquent-elles la mort de certains quartiers et la concentration de la misère dans certaine zone, avec l'insécurité et la violence un peu partout? Enfin, s'il n'existait de chômeurs qu'en Provence, on pourrait soupçonner des causes locales mais malheureusement, ce mal sévit partout en France et dans le monde.

Dans ce troisième exemple, c'est aussi la nécessité de trouver les causes globales d'une politique nationale qui provoque des désordres, le mal-vivre et la violence, le désespoir aussi au plus petit des niveaux locaux, du petit village au dernier de nos quartiers. Ces causes nous allons les nommer et les définir par des mots simples mais des mots clefs que nous emploierons souvent et derrière lesquels il faut que des images précises et des faits concrets puissent facilement être visualisés dans la pensée de nos lecteurs.

Concentration:

Ce premier mot est le plus terrible, puisqu'il nous fait penser aux camps du même nom. Hier encore, les plus âgés d'entre nous peuvent s'en souvenir, nous descendions notre escalier et avions à portée de mains notre miche de pain, notre pot de lait, notre bifteck, notre journal ou nos produits de droguerie dans notre rue, notre quartier et notre village. Le commerce venait à nous et avait un visage: celui du boulanger, du crémier, du boucher, du libraire ou du droguiste et de leurs enfants. Leurs enfants et vos enfants se rencontraient allant à l'école ensemble. Aujourd'hui, c'est vous qui devez sortir, prendre votre voiture, aller à l'autre bout de l'agglomération où sont concentrés dans de gigantesques et anonymes hangars tout ce qui faisait la vie de nos quartiers et de nos villages.

En supprimant les préfixes, on retrouve la même tendance de Dunkerque à Perpignan à nous imposer des "centres" de loisirs, d'industries, de commerces, hospitaliers ou administratifs.

Tout est centré, tout est concentré . On nous oblige à consommer des pneus, du carburant polluant, et surtout du temps de notre vie pour passer nos journées à courir d'un centre à un autre. On a créé ainsi artificiellement un besoin de déplacement par une hyperconcentration des activités. Cela s'est fait pernicieusement, petit à petit, sans que nous nous en apercevions. D'où l'intérêt d'une analyse lucide pour enfin nous demander vers où nous allons. Car, après les commerces, les activités, les écoles qui disparaissent de nos villages, de nos quartiers et de nos régions, ce sont maintenant les hôpitaux que l'on veut concentrer, sous l'inflexible prétexte de rentabilité. On prétend aménager le territoire en "déménageant" tout ce qui en fait l'essence, le coeur et la vie. Quand, le territoire est saigné à blanc, vidé de toutes ses activités agricoles, industrielles et commerciales, de toute sa vie, quand il ne reste que quelques bergers à achever comme dans le Haut-Pays niçois, on impose, ici, le loup, là, l'ours, ailleurs, le lynx ou le cerf. Sous prétexte de faune sauvage et autres conservatoires subventionnés par des multinationales qui s'achètent une conscience écologique, on organise la dictature du "technocrate parachuté" qui ignore tout de la vie, des coutumes, des richesses, des traditions, de l'histoire et de la langue du terroir. Arrêtons le massacre!

Spécialisation:

Autrefois, il n'y a pas si longtemps, chaque paysan avait son petit troupeau de cochons qui

était parfaitement propre et ne souffrait d'aucune maladie nécessitant antibiothérapie ou hormonothérapie massive. Aujourd'hui, la production s'est "spécialisée" en de vastes usines à cochons principalement localisées en Bretagne et en Auvergne. De telles usines nécessitent des traitements hormonaux, médicaux et une alimentation artificielle qui engendrent une concentration de la pollution par les lisiers. Les nitrates mettent aujourd'hui en danger toutes les nappes phréatiques de ces régions. Pour finir, cette spécialisation nécessite la mise en place de chaîne de distribution du froid, avec tout ce que cela comporte comme danger de contaminations bactériologiques. On le voit par la progression des salmonelloses, en particulier. La distribution commerciale à partir de ces usines de productions spécialisées ne peut être envisagée autrement que par autoroutes vers des centres de distribution de plus en plus gros et concentrés.

On fait de même des usines à poulets, des usines à veaux, des usines à lait spécialisées dans la production de produits standard, sans goût, sans vitamines, sans oligo-éléments mais bourrés de pesticides, herbicides et autres conservateurs de synthèses'. Le paysan et l'éleveur ont disparu, de même que les petits abattoirs et les marchés locaux. Cela aboutit dans les Alpes-Maritimes et dans bien d'autres régions encore, à ce que, aujourd'hui, ce département' qui était autosuffisant en produits laitiers, de boucherie, de volailles et de légumes, il y a une trentaine d'années, devienne dépendant à 90% de produits provenant de l'autre bout de la France, évidemment par autoroute d'où la logique que nous contestons de programmer de nouvelles autoroutes.

C'est bien la logique de la concentration et de la spécialisation qui aboutit , mais nous le verrons plus tard, à la nécessité de construire de plus en plus d'autoroutes pour y déverser un flux de plus en plus polluant et meurtrier de supers poids lourds sillonnant, nuit et jour, le pays d'un bout à l'autre et imposant leurs lois. Le même phénomène de spécialisation sévit au niveau de l'activité de la pêche. On l'a bien vu dans les conflits qui nous opposent aux Espagnols qui ont su conserver une pêche artisanale de qualité, à l'échelle humaine, préservant les écosystèmes marins. En France, la pêche "spécialisée" est dotée de moyens et de bateaux de plus en plus puissants et gros qui ravagent et mettent en périls les ressources piscicoles et la flore marine. Même ici les derniers artisans pêcheurs disparaissent de nos ports dont ils étaient l'âme.

Dans de nombreux secteurs de l'industrie, il en a été de même. On a vu disparaître des pans entiers de notre tissu de petites et moyennes entreprises et de l'artisanat au profit de grosses unités "spécialisées " dans la production de masse. Il en a été ainsi de l'industrie du cuir, de la lunetterie, de l'horlogerie, de la coutellerie, du textile, du jouet, etc...

Aujourd'hui, cette spécialisation forcenée conduit à exploiter une main-d'oeuvre sous payée, sans aucune protection sociale à l'autre bout du monde. A Nice, on a carrément expulsé de certains quartiers qui sont restés exsangues, tout l'artisanat et la petite industrie qui fournissait

des emplois de proximité en animant la vie locale. C'est à plus de 20 km dans une vallée ventée, froide et humide, sans accès facile, qu'on oblige maintenant les clients, les fournisseurs et les employés à un incessant carrousel automobile sur une route (la R.N. 202) qui n'est absolument pas conçue et aménagée pour desservir cette zone industrielle et artisanale. Le résultat est que l'on veut encore bétonner pour la doubler au lieu de rapatrier en ville certaines de ces activités commerciales et artisanales.

Heureusement, en France, il reste plus de 200 variétés de fromages avec leurs saveurs traditionnelles et typiques que les technocrates de Bruxelles à coup de normes, de réglementations et autres contraintes tentent par tous les moyens de réduire et de faire disparaître au profit de ces grosses "usines spécialisées" dans la fabrication de ces pâtes molles, fromages insipides et produits à la chaîne.

L'idéal pour ces technocrates sous influence de multinationales de l'agro-alimentaire serait l'implantation dans le monde entier de centres spécialisés, par exemple, dans la fabrication du yaourt, afin qu'à Pékin, New York, Santiago et Paris, on use de produits absolument identiques et où ce qui comptera et qui coûtera le plus cher sera l'arôme artificiel, le sucre synthétique, l'emballage en plastique, la publicité télévisée et surtout le transport. Mais l'essentiel, c'est-à-dire le lait et le paysan qui le produit, réduit à un état de servage robotisé, n'auront plus qu'une infime valeur.

Uniformisation:

C'est le troisième terme qui reviendra souvent dans l'analyse des constats que nous feront et qui représente l'aboutissement de la concentration des activités et de leur spécialisation. Aujourd'hui, d'un bout à l'autre de la planète, on roule dans les mêmes voitures à quelques gadgets près, on s'habille des mêmes jean's, on boit les mêmes Coca-cola, on reçoit la même information monopolisée et aseptisée par satellite. On veut nous faire manger le même Big Machin, on a les mêmes postes de télé, de radio, la même musique et enfin le même dogme "politiquement correct" de la mondialisation qui laisse se déchaîner un libéralisme sauvage et ravageur.

Mais que devient l'individu -vous, moi, vos proches- dans ces immenses centres administratifs où il déambule de bureau en bureau, dans ces monstrueux centres hospitaliers où il n'est qu'un numéro de sécu, dans ces "hyper-géant Sinoca ou Fourcar" on après l'avoir astreint à y venir en voiture, il doit pousser sa brouette à ramasse "chose"? Qu'êtes-vous devenus dans cette cohue anonyme et indifférente?

Il y a 20 ans, les écologistes donnaient déjà la piste à suivre. Elle se résumait par cette idée force: "Vivre et travailler au pays". Aujourd'hui, on chôme, on crève au pays, au quartier et en ville. Parce que l'hôpital est loin, parce que votre cordonnier, votre droguiste sont morts et que votre boulanger et votre épicier ne sont transformés en "dépôt-vente". Vous ne rencontrez même plus votre voisin à la boulangerie ou au café du coin qui a disparu. Vous êtes de plus en plus seuls dans une cage anonyme, bétonnée et glacée, muette et isolée dans un ensemble sans nom. "Les Minguettes" ou "l'Ariane": même combat!

Les gouvernements politiquement corrects en arrivent aujourd'hui à ne vous proposer que de faux boulots, de petits boulots, de sales boulots mais pas de bons et de vrais boulots.

On disperse, on casse, on divise la famille en vous expédiant à l'autre bout de la ville, du département ou du pays pour de maigres boulots, temporaires de surcroît. On broie vos identités. On écrase vos traditions culturelles, économiques et patrimoniales. On brise vos personnalités par des travaux à la chaîne répétitifs et destructurants. L'homme n'est plus qu'un maillon de la chaîne de production. Comme elle, il est laminé et standardisé. Les lumières de la ville de C. Chaplin en étaient la vision prémonitoire et cruellement humoristique.

Comment se défendre? Pas seulement par des combats locaux, ponctuels mais par une "politique transversale" qui trouve les mêmes causes aux différents effets qui motivent nos multiples combats dans les Alpes-Maritimes:

- le chômage et la mondialisation,
- le loup et l'A58,
- la désertification et les supermarchés,
- la zonification et la pollution,
- la concentration urbaine, la violence et la délinquance.

C'est à travers un profond et réel réaménagement du territoire urbain et rural, centré sur la relance de l'économie alternative locale, créatrice de vraies activités agricoles, artisanales, de moyennes et petites entreprises avec de bons boulots pratiqués in situ qu'on recréera des liens sociaux par le travail professionnel, les échanges commerciaux, culturels et culturels.

Tout cela, passe aussi par le respect des différences, la modulation des contraintes administratives, la mise en place de nouveaux liens entre droits et devoirs sociaux pour ne plus voir nos jeunes faire la queue sans espoirs devant les bureaux de l'A.N.P.E. ou partir en Angleterre trouvés ces fameux petits boulots sous-payés.

Diversité:

Face à la pensée unique que l'on trouve à de nombreux niveaux comme celui du travail ou des centres commerciaux, nous reviendrons beaucoup dans notre livre sur le concept de diversité (DESBROSSES Philippe, [La terre malade des hommes](#), Editions du Rocher, 1990.. Nous en traçons ici la trame pour pouvoir vous y référer au cours de votre lecture.

La bio-diversité, telle qu'elle nous apparaît mieux aujourd'hui à travers les travaux des ethno-phytothérapeutes ou les ouvrages de grande diffusion du regretté professeur [J.M. Pelt](#), nous donne un modèle du fonctionnement des écosystèmes dans la nature. On vient d'apprendre, par exemple, que la forêt de Madagascar que l'on est en train de détruire, contient plus de 12000 espèces de plantes dont seulement 4000 ont été étudiées. Quand on connaît la valeur médicinale de certaines, comme la pervenche de Madagascar, qui est un puissant anticancéreux qui a sauvé des milliers de vies humaines, on ne peut que jeter un cri d'alarme et de révolte contre ceux qui par ignorance ou par mercantilisme stérilisent, par la déforestation brutale l'Amazonie, Bornéo et l'Afrique.

C'est, de plus, un précieux patrimoine de l'humanité dont on ne connaît même pas toutes les ressources potentielles. La diversité inouïe de la flore est un exemple remarquable d'adaptation à un écosystème donné. En effet, ce qui permet à ces espèces de se défendre et de survivre dans un écosystème spécifique, c'est qu'elles puisent dans cet écosystème spécifique tous les éléments nutritifs, oligo-éléments et vitamines, nécessaires à leur survie. La démarche des scientifiques modernes qui consiste à réduire à quelques rares espèces génétiquement transformées, de surcroît, non pour le goût ou la santé , mais pour le transport et la maîtrise de leur mûrissement, est à notre sens complètement dépourvue d'intelligence. Le but plus ou moins avéré de cette démarche n'est-il pas, d'ici quelques décennies, de ne distribuer dans tous les supermarchés du monde plus que quelques singulières espèces de pommes, de poires, de tomates, de vins, de fromages et même de viandes, produits hors sol ou dans des usines?

Pour nous, la meilleure façon de se régaler et de préserver sa santé est de manger les fruits, les légumes ou la viande produits sur son propre terroir parce qu'ils contiennent les éléments indispensables et adaptés à la climatologie, à la nature des sols et à nos besoins puisque générés dans le même écosystème. Ne sourirait-on pas en voyant un singe mangé une poire ou du raisin? Pour lui, c'est la banane et la noix de coco qu'il doit se procurer, s'il veut s'en sortir.

D'ailleurs pour la fameuse pervenche de Madagascar, on s'est aperçu qu'elle n'avait aucune efficacité en culture artificielle et qu'il fallait qu'elle subisse les attaques diverses de son biotope pour produire la substance salvatrice. C'est la tomate, la pomme et les légumes produits là où nous vivons qui sont les meilleurs pour nous et non ceux qui viennent des antipodes au prix de manipulations et de cultures artificielles vectrices de graves carences dans notre alimentation. C'est bien la diversité de nos terroirs et de leurs produits que nous devons défendre à tout prix parce qu'elle fait la richesse de la France et assure notre santé et celles de nos enfants.

De même l'homme voué aux mêmes boulots répétitifs et sans initiatives ne peut être qu'un revendicatif hargneux ou un passif dépressif. La diversité en matière agricole, artisanale, industrielle, commerciale ou culturelle est le seul moyen de répondre aux aptitudes et aux dons particuliers de chacun de nous. La diversité et la bio-diversité sont les meilleures conditions d'adaptation de l'homme à son milieu. C'est la démocratie vécue au quotidien, alors que l'uniformisation, la spécialisation et la concentration, qui en sont l'opposé, sont d'ordre totalitaire.

Mondialisation:

Pourquoi dans ce département prospère et autosuffisant, il y a une trentaine d'années, doit-on importer, aujourd'hui, 90% de ce que nous consommons de l'autre bout de la France ou du monde? Parce que depuis 20 ans, nos dirigeants de tous bords ont été pris par la frénésie de la mondialisation, priorités des priorités pour les groupes industriels hexagonaux qui les soutiennent.

Ils ont cru et ils croient encore fonder notre équilibre économique national sur une demi-douzaine de secteurs auxquels on sacrifie tous les autres. Pour vendre à l'autre bout du globe nos autos, nos produits chimiques, notre nucléaire, nos avions et nos armes, on doit accepter de nos partenaires des produits agricoles, des produits de pêche et tous les produits manufacturés qui traversent les océans pour venir ruiner, ici, nos paysans et nos pêcheurs, là nos artisans et ailleurs nos petites entreprises. des pans entiers de notre économie disparaissent ainsi: textile, jouets, outillages, cuirs, etc.

La mondialisation, c'est l'ouverture de nos frontières incontrôlée à l'importation massive de produits de l'autre bout de la planète qui viennent faire du "dumping" sur nos activités

traditionnelles. Les primeurs du Maroc, les porcs de Chine, les moutons de Nouvelle-Zélande, les plantes à parfum du Moyen-Orient sont venus casser les activités agricoles et pastorales du département qui ne survivent que grâce à des subventions provisoires de l'Europe qui leur seront bientôt enlevées avec la mise en place de la nouvelle P.A.C. ([Politique Agricole Commune](#)). Il en va de même pour d'autres secteurs d'activités dans chaque département français.

C'est ainsi que nos politiciens retords prêchent à longueur d'antennes la lutte contre le chômage, alors qu'ils le provoquent délibérément en sacrifiant, sans aucun sens des réalités, nos activités économiques nationales et traditionnelles, seules capables de maintenir et de créer des millions d'emplois.

Délocalisation:

Avec la fermeture des usines de Moulinex, d'Electrolux ou de Renault à Wilvorde, l'opinion publique commence à comprendre ce que signifie la délocalisation. Nos entreprises, petites ou grandes, ne peuvent faire face à une concurrence déloyale et déréglée qui amène sur les marchés des produits manufacturés dans le Tiers Monde avec un coût de production qui peut être jusqu'à 30 fois inférieur au nôtre, par l'emploi d'une main-d'oeuvre sous-payée avec un S.M.I.G. inférieur à 200 francs sans aucune charge sociale et avec en prime le travail illégal des enfants. Les entreprises françaises n'ont alors qu'une solution, c'est d'aller à l'étranger, délocaliser leurs usines pour bénéficier de conditions identiques. C'est bien là, l'apparition d'un nouvel esclavagisme économique mondial qui profite à certains négociants et entrepreneurs sans scrupules, jouant au maximum avec cette déréglementation généralisée, dans une Europe passoire.

Après avoir délocalisé l'homme de son terroir natal en lui promettant un travail à la ville, on délocalise l'usine où il travaillait et il se retrouve piégé, au chômage entraînant sa famille dans la misère. C'est le prix à payer, nous disent nos politiques, pour avoir la fierté -mais quelle fierté?- de vendre des Airbus en Amérique, des centrales nucléaires en Chine, des TGV en Corée et ailleurs, et des armes dans tous les pays du Tiers Monde. On ne peut faire l'économie de cette analyse politique globale, même succincte, pour en tirer les conséquences et mettre en oeuvre les projets et les perspectives d'une politique de redynamisation des activités économiques et de réaménagement du territoire, partout en France, mais particulièrement dans la région d'Azur.

Subsidiarité:

Face à la déréglementation qui conduit au déséquilibre et à la ruine d'un pays, il faut mettre en place une réglementation fondée sur l'un des principes du traité de Maastricht: la subsidiarité.

Ce principe consiste à produire ce qui est productible au plan local avant de recourir aux marchés régional, national, européen ou mondial.

Il faut relancer nos activités et nos échanges économiques par une défiscalisation et des aides adaptées au niveau local. Cette défiscalisation doit permettre de relancer une production locale sur le département. Ensuite, pour ce qui ne peut être produit au niveau départemental, l'approvisionnement se fera sur la région et les régions voisines et pour le reste, on pourra avoir alors seulement recours à la nation ou à l'Europe. Un système d'aides réglementaires doit être étudié pour tout ce qui est produit et consommé localement. Par contre, pour ce qui vient de loin, il sera nécessaire d'instaurer un système de taxations des transports à longue distance par air, route ou mer, créateurs de pollution (avec l'effet de serre) et surtout de chômage généralisé.

Il faut favoriser les produits locaux consommés à proximité de leur lieu de production par une défiscalisation réglementaire, des aides adaptées et des détaxations. Il ne peut en être autrement, si nous voulons voir revivre nos campagnes, nos villages et nos quartiers. L'idée générale de nos propositions est d'appliquer concrètement le principe de subsidiarité inscrit dans le Traité de Maastricht. C'est une manière cohérente et efficace de résoudre les problèmes de transports, de pollutions et de sécurité. Ce qui se traduit, par exemple, par: traiter les problèmes d'abord là où ils se posent. Celui des déchets au niveau communal se résout par l'installation de petites unités de traitement biologique des eaux usées, plus facilement contrôlables, puis subsidiairement au niveau du canton, par de petites unités de compostage de tout ce qui est putrescible (déchets verts, ordures ménagères putrescibles) et enfin par une usine de traitement par méthanisation au niveau plus élevé de l'intercommunalité (environ 20 communes).

Le deuxième exemple de subsidiarité est l'utilisation des zones agricoles pour produire localement ce qui peut l'être: fruits, légumes frais dans chaque commune, produits laitiers, fromages dans le Moyen-Pays et viandes dans le Haut-Pays. Ce qui recréerait une

dynamique d'activités, d'emplois et de sécurité par des projets créatifs et valorisant pour la jeunesse. On ne ferait appel que subsidiairement aux produits d'autres régions plus éloignées.

Autre exemple de subsidiarité: au niveau énergétique, ce serait la relance de la filière bois pour valoriser ce type de chauffage dans les communes forestières, l'énergie solaire dans d'autre, la production d'électricité hydraulique au niveau de certains cantons, la réalisation de fermes éoliennes et de centrales solaires au niveau départemental. Il y aurait là aussi création de vrais emplois pour les jeunes. Avec l'énergie hydraulique, solaire, le bois et le méthane assortis d'une politique d'économie d'énergie, notre département peut être excédentaire en matière d'énergie. Ainsi pourrait-on démanteler les affreuses lignes à très hautes tensions qui défigurent nos plus beaux paysages.

L'écologie c'est l'organisation d'un milieu et d'un écosystème pour une vie harmonieuse de la faune, de la flore et de l'homme qui y participe. Force nous est de constater qu'aujourd'hui le déséquilibre croissant entre le haut-pays désertifié et le littoral surdensifié conduit dans l'un comme dans l'autre des cas à une crise sociale, économique et écologique sans précédent.

La délocalisation doit être maîtrisée avant qu'il ne soit trop tard pour retrouver des unités de vie à échelle humaine et écologique, à travers un nouveau type d'économie alternative diversifiée et de proximité. De plus, un grand nombre de problèmes sociaux ne pourront être traités que par une vision globale et écologique du mode de fonctionnement de notre société actuellement à la dérive.

Continuez la lecture: On ne reviendra pas en arrière, sauf effondrement! mais il faut s'adapter et revenir à du local et de la proximité. Les élections municipales de 2020 sont l'occasion de commencer en changeant les politiques locales. Réveiller nos micro civilisations locales.

